

## **RAPPORT PROVISOIRE D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT**

### **AU PREMIER TRIMESTRE 2012**

L'état d'exécution provisoire du budget général de l'Etat au premier trimestre 2012, se présente comme suit :

- des recettes totales d'un montant de 85,1 milliards de FCFA à fin mars pour une prévision budgétaire annuelle de 340,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 25,0 % (Tableau 1) ; par rapport au premier trimestre 2011, on note une augmentation de 24,6% ;
- des dépenses courantes et prêts nets qui s'élèvent à 75,7 milliards de FCFA à fin mars pour une prévision budgétaire annuelle de 311,3 milliards de FCFA. Le taux d'exécution par rapport au niveau prévu par le budget pour l'année 2012 s'élève à 24,3% (Tableau 2). Par rapport au premier trimestre 2011, on note une augmentation de 3,9% des dépenses courantes et prêts nets ;
- un niveau d'exécution des dépenses d'investissement de 8,2 milliards de FCFA à fin mars pour une prévision budgétaire annuelle de 290,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 2,8% (Tableau 3). Par rapport au premier trimestre 2011, on note une diminution de 8,7% ;
- des arriérés intérieurs nets du Trésor d'un montant nul pour une prévision budgétaire de remboursement sur stock antérieur de 17,0 milliards de FCFA ;
- un financement intérieur net de -10,7 milliards de FCFA et un financement extérieur net de 6,0 milliards de FCFA pour des prévisions budgétaires annuelles respectives de 69,4 milliards de FCFA et 197,4 milliards de FCFA ;
- un montant total d'impayés au titre du principal de la dette extérieure nul pour une prévision nulle.

## **A Recettes de l'Etat (TABLEAU 1)**

Les recettes totales à fin mars 2012 se chiffrent à 85,1 milliards de FCFA pour une prévision budgétaire annuelle de 340,0 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 25,0%. Par rapport au premier trimestre 2011, on note une augmentation de 24,6%.

Ces recettes se décomposent en recettes budgétaires et non budgétaires qui se présentent comme suit :

### **A-1 Recettes du Budget Général**

Elles comprennent les recettes fiscales budgétaires et les recettes non fiscales budgétaires. Elles se chiffrent 85,1 milliards de FCFA pour une prévision budgétaire annuelle de 340,0 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 25,0%.

#### **A-1.1 Recettes fiscales budgétaires**

Les recettes fiscales budgétaires s'élèvent à 79,6 milliards de F CFA pour une prévision budgétaire annuelle de 304,0 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 26,2%. En glissement annuel, on note une augmentation de 25,1%. Elles comprennent les impôts directs et indirects liquidés par l'administration des impôts, ainsi que des contributions indirectes liquidées par l'administration des douanes.

##### **✓ Les Impôts directs et indirects liquidés par l'administration des impôts**

Au 31 mars 2012, les recouvrements fiscaux de la Direction Générale des Impôts ont atteint 35,8 milliards de FCFA pour une prévision budgétaire annuelle de 133,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 26,8% et une augmentation de 27,5% par rapport au niveau obtenu à la même période de l'année 2011. Il s'agit des impôts directs et indirects pour des montants respectifs de 15,8 milliards de FCFA (25,5% de réalisation par rapport à la prévision budgétaire annuelle) et 20,0 milliards de FCFA (28,0% de réalisation par rapport à la prévision budgétaire annuelle). Par rapport au premier trimestre 2011, on note une augmentation de 22,2% des impôts directs et 31,9% des impôts indirects.

##### **✓ Les Contributions indirectes liquidées par l'Administration des Douanes**

Les contributions indirectes liquidées par l'Administration des Douanes au 31 mars 2012 se chiffrent à 43,9 milliards de FCFA pour une prévision budgétaire annuelle de 170,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 25,7%. Cette performance de la DGD, si elle se poursuit devrait permettre d'atteindre le niveau projeté pour l'année 2012. En glissement annuel, on note une augmentation de 23,2%.

#### **A-1.2 Recettes non fiscales budgétaires**

Elles se composent essentiellement des produits des participations financières, des recettes des services et des revenus du domaine.

Au 31 mars 2012, les recettes non fiscales budgétaires s'élèvent à 5,0 milliards de FCFA pour une prévision budgétaire annuelle de 36,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 13,9% et une augmentation de 9,7% par rapport au premier trimestre 2011.

### **A-2 Recettes non budgétaires**

Au 31 mars 2012, les recettes non budgétaires composées essentiellement des recettes des comptes spéciaux (fonds d'apprentissage et d'habitat) et de celles des organismes autonomes s'élèvent à 0,4 milliard de FCFA.

## **B Dépenses courantes et prêts nets de l'Etat (Tableau 2)**

Les dépenses courantes et prêts nets au premier trimestre 2012 se chiffrent à 75,7 milliards de FCFA pour 311,3 milliards de FCFA de prévision annuelle, soit un taux d'exécution de 24,3%. Par rapport au premier trimestre 2011, on note une augmentation de 3,9%.

Elles sont constituées essentiellement des dépenses courantes budgétaires et des dépenses courantes non budgétaires.

### **B-1 Dépenses courantes budgétaires**

Les dépenses courantes budgétaires ont connu un niveau d'exécution de 75,1 milliards de FCFA pour une prévision annuelle budgétaire de 311,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 24,1%.

Les dépenses courantes budgétaires comprennent :

- **des dépenses de personnel** d'un montant de 28,2 milliards de FCFA pour un montant de 118,0 milliards de FCFA prévu par le budget, soit un taux d'exécution de 23,9%. Par rapport au premier trimestre 2011, on note une augmentation de 21,6% qui s'explique par les augmentations de salaires prévues pour 2012. Un suivi des dépenses de personnel s'impose afin d'éviter en fin d'année le dépassement des prévisions budgétaires.
- **d'autres dépenses courantes** de 41,7 milliards de FCFA, pour une prévision annuelle de 176,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 23,6%. On note une diminution de 9,6% par rapport au niveau atteint à fin mars 2011. Il s'agit essentiellement des dépenses de biens et services (matériel, communes diverses, entretien bâtiments...), de transferts et subventions (bourses et stages, subventions, secours, dette viagère, contributions diverses...).
- **des intérêts dus au titre de la dette publique** d'un montant de 5,7 milliards de FCFA, pour une prévision budgétaire annuelle de 17,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 32,8%.

Ces intérêts se répartissent comme suit :

- ✓ 4,9 milliard de FCFA dû au titre de la dette intérieure pour 11,0 milliards de FCFA prévu par le budget.
- ✓ 0,8 milliard de FCFA dû au titre de la dette extérieure, pour 6,3 milliards de FCFA prévu au budget.

Les prêts nets ont connu un niveau d'exécution de 0,2 milliard de FCFA pour une prévision budgétaire nulle.

## **B-2 Dépenses courantes non budgétaires**

Les dépenses courantes non budgétaires dont le montant est de 0,4 milliard à fin mars 2012 sont constituées essentiellement des dépenses des comptes spéciaux et des dépenses courantes sur financement extérieur. Tout comme à fin mars 2011, les dépenses courantes sur financement extérieur sont nulles en raison de l'absence d'appui budgétaire au premier trimestre 2012.

## **C Dépenses d'investissement (TABLEAU 3)**

Au 31 mars 2012, on note un niveau d'exécution des dépenses d'investissement qui s'élève à 8,2 milliards de FCFA pour 290,2 milliards de FCFA prévu pour l'année. On note une baisse de 8,7% par rapport au premier trimestre 2011; ce qui constitue une contre performance. Des efforts restent à faire pour atteindre le niveau prévu en fin d'année par le budget de l'Etat.

Les dépenses d'investissement comprennent 4,7 milliards de FCFA de dépenses d'investissement sur financement externe (4,1 milliards de FCFA d'emprunts liés aux projets et 0,6 milliard de FCFA de dons liés aux projets ) dont le montant prévu au titre de l'année 2012 par le budget se chiffre à 183,5 milliards de FCFA et 3,5 milliards de FCFA de dépenses d'investissement sur ressources propres dont le montant prévu au titre de l'année 2012 par le budget se chiffre à 106,6 milliards de FCFA.

### **C-1 Dépenses d'investissement sur financement Externe**

Les dépenses d'investissement ordonnancées sur ressources externes, se chiffrent à 4,7 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 183,5 milliards de FCFA soit un taux d'exécution de 2,6%. Il s'agit des dépenses effectuées sur emprunts (emprunts liés aux projets) qui sont de 4,1 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 112,1 milliards de FCFA au titre du budget; et des dépenses d'investissement effectuées sur dons (dons projets) d'un montant de 0,6 milliard de FCFA. En glissement annuel, les dépenses d'investissement ordonnancées sur ressources externes connaissent une nette augmentation (4,7 milliards de FCFA au premier trimestre 2012 contre 0,3 milliard de FCFA au premier trimestre 2011).

### **C-2 Dépenses d'investissement sur financement Interne (BIE/BG)**

Au 31 mars 2012, le montant total des dépenses d'investissement sur ressources internes s'élève à 3,5 milliards de FCFA pour une prévision de 106,6 milliards de FCFA pour l'année, soit un taux d'exécution de 3,3%. En 2011, le niveau atteint à la même période était nul.

## **D Dépenses par secteur de pauvreté**

Il s'agit des dépenses effectuées au profit de la santé, de la protection sociale et des diverses catégories d'enseignement.

La situation des dépenses publiques par secteur de pauvreté au premier trimestre 2012 se présente comme suit :

- **dépenses de personnel** ; le montant total des dépenses de personnel ordonnancées s'élève à 8,6 milliards de FCFA pour un montant annuel de 49,9 milliards de FCFA prévu et autorisé par le budget, soit un taux d'exécution de 17,1%.
- **dépenses de fonctionnement** ; le montant total des dépenses de fonctionnement ordonnancées s'élève à 0,1 milliard de FCFA pour un montant annuel de 4,0 milliards de FCFA prévu au budget dont 3,4 milliards de FCFA ont été autorisés, soit un taux d'exécution de 3,6%.
- **dépenses de transfert** ; le montant total des dépenses de transfert ordonnancées se chiffre à 7,0 milliards de FCFA pour un montant annuel de 18,8 milliards de FCFA prévu au budget dont 13,3 milliards de FCFA ont été autorisés, soit un taux d'exécution de 52,6%.
- **dépenses d'investissement** ; le montant total des dépenses d'investissement ordonnancées est nul pour un montant annuel de 4,9 milliards de FCFA prévu et autorisé, soit un taux d'exécution nul.

## **E Opérations Financières consolidées de l'Etat (TABLEAU 4)**

Le montant total des recettes hors dons diminué des dépenses totales et prêts nets (y compris les dépenses d'investissements) hors dépenses courantes et d'investissement financées sur ressources externes et hors intérêts dus sur la dette publique donne un solde budgétaire primaire intérieur positif de 11,7 milliards de FCFA pour une prévision annuelle déficitaire de 60,9 milliards de FCFA pour le budget. Cet excédent s'explique essentiellement par la bonne réalisation des recettes fiscales associée à une sous exécution des dépenses courantes et d'investissements.

Le solde global hors dons sur la base des ordonnancements est excédentaire de 1,1 milliard de FCFA.

L'ajustement base caisse fait ressortir un montant nul.

Le solde global base encaissements /décaissements ressort donc à 1,1 milliard de FCFA. Ce qui correspond à un financement négatif de 1,1 milliard de FCFA décomposé principalement comme suit :

- Un financement intérieur bancaire d'un montant de -9,8 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de -4,6 milliards de FCFA. Ce financement bancaire est composé essentiellement d'une augmentation nette des dépôts à la BCEAO de 17,2 milliards de FCFA, d'un remboursement des avances statutaires de -0,6 milliards de FCFA et d'une diminution nette des dépôts dans les banques commerciales de 4,3 milliards de FCFA.
- Un désengagement vis-à-vis du système non bancaire (financement intérieur non bancaire) dont le montant s'élève à 0,9 milliard de FCFA. Il s'agit essentiellement de l'amortissement au titre des emprunts obligataires de 2006, 2007 et CEB 2010 (-1,7 milliards de FCFA), des opérations sur les comptes de dépôts des correspondants du

trésor pour un montant de 17,2 milliards de FCFA, des paiements effectués en 2012 au titre de la période complémentaire de 2011 pour un montant de 24,1 milliards de FCFA, des restes à payés d'un montant de 9,4 milliards de FCFA et des diverses consignations du Trésor pour -1,4 milliards de FCFA. Les restes à payer correspondent à des fonds en route qui ont été réglés pour la plupart en avril et mai 2012.

- Un financement extérieur net de 6,0 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 197,4 milliards de FCFA pour le budget. Il s'agit essentiellement des emprunts et dons et de l'amortissement au titre du principal de la dette extérieure qui se chiffre à 0,8 milliard de FCFA avec une accumulation nulle au titre du principal de la dette extérieure.

### **CRITERES DE CONVERGENCE BUDGETAIRE DE L'UEMOA**

Au 31 mars 2012, les indicateurs de convergence budgétaire de l'UEMOA se présentent comme suit:

#### ➤ **Critères de premier rang**

- Le Solde budgétaire de base : (norme > ou = à 0)

Ce critère est respecté car le solde est positif et se chiffre à 6,0 milliards de FCFA. Ceci s'explique par la bonne réalisation des recettes fiscales et une maîtrise des dépenses publiques.

- La Non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs

Ce critère est respecté en raison d'une non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs. Les restes à payer à fin mars 2012, même s'ils apparaissent dans le TOFE pour un montant de 9,4 milliards de FCFA, ont été réglés en avril et mai 2012).

- La Non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs

Ce critère est également respecté en raison d'une non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs en intérêts et en principal.

#### ➤ **Critères de second rang**

- Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (norme : < ou = 35%)

Ce ratio s'établit à 35,4%, à fin mars 2012, pour une norme communautaire de 35% maximum.

- Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes (BIE) rapportés aux recettes fiscales (norme : > ou = à 20%)

Ce ratio se situe à 4,4%. Ce ratio n'est pas respecté car étant inférieur à la norme communautaire qui est de 20% minimum. Ce ratio ne peut être évalué véritablement qu'en fin d'année.

- Le taux de pression fiscale (Recettes fiscales sur le PIB en pourcentage : norme : > ou = à 17%)

Ce ratio se situe à 4,3% à fin mars 2012 pour une norme communautaire de 17 %. Ce ratio ne peut être évalué qu'en fin d'année.

Au total, à fin mars 2012, seuls les critères du second rang ne sont pas respectés. Ils ne seront réellement évalués qu'en fin d'année. Les autres indicateurs de convergence budgétaires ont été respectés.